

SERVICE DÉPARTEMENTAL D'INCENDIE  
ET DE SECOURS

CORPS DÉPARTEMENTAL DE SAPEURS-POMPIERS

## ÉTAT-MAJOR

29 rue du Vieux Moulin - B.P. 576  
52012 CHAUMONT cedex  
Téléphone : 03.25.30.25.25  
Télécopie : 03.25.30.25.00  
Mail : sdis52@sdis52.fr

Groupement Gestion des Risques et  
Réponse Opérationnelle

Lieutenant Fabrice LOBRY  
Mail : prevision@sdis52.fr

Réf. SDIS /GGRRO/ n° 20/ **662** /FL/  
n° archivage : I09319

Le Directeur Départemental des Services  
d'Incendie et de Secours

à

Préfecture de Haute-Marne

Bureau de l'Environnement, des ICPE et  
des Enquêtes Publiques

89 Rue Victoire de la Marne  
52 011 CHAUMONT Cedex

**OBJET** : consultation au titre d'une demande d'autorisation environnementale d'une Installation Classée pour la Protection de l'Environnement (ICPE).

1. PRÉSENTATION DU PROJET

## IDENTITÉ DU PROJET

Dénomination : SAS EUROGRANULATS - SEMOUTIERS  
Adresse : Voie communale C5, Lieu-dit « Les vieilles friches » à 52000 SEMOUTIERS-MONTSAON  
N° PC : DAE 052\_2020\_30\_Installation de stockage de déchets EUROGRANULATS  
Demandeur : Monsieur Michel GITZHUFER

## NATURE DU PROJET

La demande d'autorisation environnementale de l'ICPE présentée par la société SAS EUROGRANULATS intéresse une installation de stockage de déchets non dangereux dédiée au stockage de déchets d'amiante lié à des matériaux inertes et de déchets inertes sur la commune de Semoutiers-Montsaon (52).  
Références cadastrales : Section AB Parcelle n°66 superficie totale 6 ha 10 a 00 ca.

## DESCRIPTION DU PROJET

Ce projet consiste en la création, sur un site nouveau, d'une installation de stockage de déchets non dangereux (ISDND) dédiée au stockage de déchets d'amiante lié à des matériaux inertes et de déchets inertes (ISDI), sur la commune de Semoutiers-Montsaon (52) sur le modèle du site qu'elle exploite actuellement à Chaumont, dont la fermeture est programmée en 2022.

Cette demande d'autorisation concerne :

- une installation de stockage de déchets non dangereux (rubriques 2760-2 et 3540) dont le casier est dédié aux déchets de matériaux de construction contenant de l'amiante lié (DMCCAL) ;
- une installation de stockage de déchets inertes (rubrique 2760-3) ;
- une installation de criblage (rubrique 2515).

- la création de locaux d'accueil administratif et de locaux sociaux dont les surfaces ne sont pas précisées au dossier.
- la mise en place d'un portique de détection de la radioactivité à l'entrée du site, pour laquelle une procédure de gestion de l'alarme et de l'alerte est mise en place.
- la mise en place d'un pont bascule à l'entrée du site.

## CHAMP RÉGLEMENTAIRE DE CONSULTATION

- Code de l'environnement, article R512-21.

### **2. ANALYSE**

L'analyse des risques versée au dossier ne fait ressortir aucun élément nécessitant une analyse plus détaillée notamment compte tenu des mesures de prévention et de protection retenues, à savoir :

- les locaux et engins seront munis d'extincteurs adaptés aux différentes origines de feux ;
- Le site disposera d'une réserve incendie minimum pour disposer d'un débit de 60 m<sup>3</sup>/h pendant 2 heures de 120 m<sup>3</sup> ;
- Un portique de détection de non-radioactivité sera installé et une procédure spécifique est établie en cas de déclenchement de l'alarme (visuelle et sonore) ;
- Un plan de formation du personnel sera établi et sera spécifiquement axé sur les problématiques incendie et secourisme.

Le site n'est pas concerné par un plan de prévention des risques technologiques.

#### **2.1 DESSERTE :**

Le site est desservi par un accès direct depuis la voie communale C5 commune de Semoutiers-Montsaon. Le plancher bas du dernier niveau accessible des bâtiments est situé au niveau d'accès des secours. Le cheminement interne au sein de l'exploitation est assuré par une voie dont les dimensions ne sont pas précisées au dossier.

INSUFFISANT

#### **2.2 DÉFENSE EXTÉRIEURE CONTRE L'INCENDIE (DECI):**

S'agissant d'une demande d'autorisation environnementale au titre des ICPE, le dimensionnement nécessaire doit répondre aux dispositions prévues par la réglementation relative aux ICPE.

Pour mémoire, la défense extérieure contre l'incendie envisagée sera assurée par :

Numéro PEI	Débit / Capacité	Distance
Réserve incendie privée	120 m <sup>3</sup>	Non précisée

### **3. AVIS DU SERVICE DÉPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS**

La présente analyse a pour objectif d'assurer une couverture optimale des risques sur la base des référentiels réglementaires et des documents transmis. Elle ne peut avoir pour effet de garantir une quelconque obligation de résultat des services d'incendie et de secours dans la mise en œuvre opérationnelle.

La nature des documents à fournir par le pétitionnaire est la suivante :

1. Fournir des éléments complémentaires quant aux dimensions des cheminements internes au sein de l'exploitation et des accès au site.



2. Fournir des éléments complémentaires quant aux surfaces des locaux envisagés.

**Les prescriptions suivantes sont préconisées :**

1. Dimensionner suffisamment une ouverture reliant la voie de desserte ou publique et l'intérieur du site pour permettre l'entrée des engins de secours et leur mise en œuvre. Cet accès doit pouvoir être ouvert immédiatement sur demande des services d'incendie et de secours.
2. Dimensionner la DECI des bâtiments abritant une ICPE conformément aux exigences prévues par la réglementation relative aux ICPE.
3. Isoler la (ou les )réserve(s) incendie à 30 m minimum d'un bâtiment ou d'une construction.
4. Respecter la nomenclature des fiches techniques du RDDECI pour la mise en place du point d'eau incendie et prendre contact avec le SDIS 52 pour effectuer une reconnaissance opérationnelle initiale de celui-ci afin de l'intégrer dans la base de données opérationnelle.
5. Établir et afficher dans les différents locaux des consignes de sécurité fixant la conduite à tenir en cas d'incendie (alarme, alerte, évacuation du personnel, attaque du feu, ouverture des portes, personne chargée de guider les sapeurs-pompiers, etc...).
6. Doter les bureaux d'un extincteur portatif de 6 litres à eau pulvérisée.
7. Instruire un personnel spécialement désigné à la manœuvre des moyens de secours.
8. Entretenir et vérifier périodiquement tous les moyens de secours, les protéger du gel éventuel.

L'insuffisance des conditions de desserte et de D.E.C.I. sont susceptibles d'entraîner une impossibilité opérationnelle de limiter la propagation et d'assurer l'extinction d'un éventuel incendie.

**C'est pourquoi, j'émet un AVIS DÉFAVORABLE à la réalisation du projet tel que présenté.**

Le Directeur Départemental,

